

RAPPORT SUR L'ÉPREUVE ÉCRITE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

CONCOURS B/L 2023

Anne-Laure Alfonsi, Antonin Andriot, Étienne Augris, Pierre Bouillon, Anne-Sophie Bruno, Fabien Conord, Antonin Durand, Anatole Le Bras, Mathieu Marly, Lionel Pabion, Frédéric Sallée, Charlotte Soria, Marie-Bénédicte Vincent et Alexis Vrignon.

Durée : 6 heures

Coefficient : 3

REMARQUES SUR LES COPIES

Le libellé proposé (« Croissance et contestations dans les sociétés d'Europe occidentale de 1945 à la fin des années 1970 ») a de toute évidence surpris nombre de candidat(e)s. Le jury a néanmoins eu le plaisir de corriger d'excellentes copies (la notation est montée jusqu'à 19 et compte plusieurs 18) montrant que le sujet pouvait être maîtrisé de façon très satisfaisante par des candidats bien préparés et aptes à traiter un intitulé qui ne reprenait pas tel quel un sujet de cours mais offrait la possibilité de mêler histoire économique, politique, culturelle et sociale. Comme il est de règle dans un concours (qui diffère d'un examen) les meilleurs se sont donc distingués et le jury a pu contribuer à la sélection des 61 admissibles du concours 2023. La surprise éprouvée par de nombreux candidats conduit toutefois le jury à formuler plusieurs remarques liées aux libellés possibles, mais aussi d'ordre plus général, qui dépassent le seul sujet proposé en 2023 :

1/ Le jury, n'ayant pas cherché à piéger les candidats, avait choisi l'Europe occidentale, supposée bien connue et qui permettait de s'appuyer – mais non exclusivement ! – sur la France. Or, il a été frappé par la grande pauvreté des connaissances portant sur d'autres pays européens que la France. S'il est conscient que les candidat(e)s ne peuvent connaître à merveille l'histoire intérieure de chaque pays, il lui semble que la prudence, mais aussi la curiosité, pourraient conduire chaque candidat à réaliser une fiche, même sommaire, sur les principaux pays, lui fournissant ainsi des exemples concrets utiles pour traiter nombre de sujets portant sur le monde. De plus, certains constats ne laissent pas d'étonner. Sur le sujet, l'absence dans de très nombreuses copies de toute référence au terrorisme d'extrême gauche, phénomène pourtant

observable dans plusieurs États, avec des exemples aussi célèbres que les Brigades rouges ou la bande à Baader, a surpris les correcteurs. Ils l'ont été plus encore par le nombre élevé de copies ne faisant aucune référence au Club de Rome et à la réflexion sur croissance et environnement ou aux premières actions écologistes, thème qui semble pourtant au cœur des préoccupations de la jeunesse contemporaine...

2/ le jury attend d'élèves de CPGE, inscrits en B/L, qu'ils soient capables de mobiliser à bon escient les connaissances et compétences acquises dans d'autres disciplines, les sciences sociales par exemple pour s'en tenir au tronc commun qui pouvait aussi fournir des exemples de romanciers ou de philosophes engagés dans les contestations du modèle de croissance occidentale. Il leur est également loisible de mettre à profit les cours et lectures ayant trait aux pays qu'ils étudient à travers les langues étrangères qu'ils pratiquent, ce que certains ont fait judicieusement dans leur copie.

3/ le plan chronologique, s'il est usuel et souvent bien adapté, n'a rien d'obligatoire en histoire. Ce serait une conception fortement réductrice de notre discipline que de le penser... Malgré un libellé liant croissance et contestation, sur une période excédant à peine un tiers de siècle, l'écrasante majorité des candidats (tétanisés par la peur de déplaire ?) se sont cantonnés dans un plan chronologique souvent fort déséquilibré. Celui-ci n'était pas impossible et le jury a tenu compte de cette réalité en attribuant d'excellents notes à des copies ayant suivi cette démarche. Il insiste toutefois sur le fait que le plan retenu doit avant tout s'adapter à la problématique choisie pour traiter un sujet. Il peut donc être chronologique, thématique, chrono-thématique...

Le sujet a donné lieu à une moyenne de 9,07 avec un écart-type de 3,78 et 14,82% de notes au-dessus de 14. Cette dissertation a permis aux bons historiens de se distinguer comme le montre l'analyse des résultats obtenus dans les différentes épreuves. Le fait peut-être le plus frappant réside d'ailleurs dans la présence aux deux bouts de l'éventail d'un groupe important, de plus d'une centaine de candidat(e)s qui ont produit des copies bien pensées, nourries d'exemples variés, d'une part, et, de l'autre, d'une centaine de candidat(e)s aux productions indigentes, très brèves et parfois entachées de fautes de français. L'existence du second groupe interroge et le jury se l'explique assez mal : en effet même le découragement devant un libellé non anticipé n'explique pas le faible niveau d'orthographe et les défauts méthodologiques lourds.

Sur « Croissance et contestations dans les sociétés d'Europe occidentale de 1945 à la fin des années 1970 », les candidats bénéficient d'une abondante bibliographie. Sans entrer dans une liste forcément incomplète et sans chercher à citer des ouvrages concernant chaque pays

européen, rappelons que, sur l'ensemble du continent, il est possible de s'appuyer sur des synthèses déjà anciennes (le *Précis d'histoire européenne* a fait l'objet d'une 4^e édition chez Armand Colin en 2015, avec une approche thématique) mais aussi plus récentes, avec notamment un ouvrage écrit par deux enseignants de classes préparatoires, Éric Bonhomme et Thomas Verclytte, *L'Europe de 1900 à nos jours* (Armand Colin, 2018). Les candidats peuvent aussi lire avec profit les ouvrages de synthèse rédigés par des chercheurs anglo-saxons, dont le regard est moins centré sur la France, telle la somme de Tony Judt, *Après-guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945* (Armand Colin 2007 puis Fayard 2010) ou encore celle de Robert Paxton et Julie Hessler, *L'Europe au XX^e siècle* (Tallandier, 2010) ainsi que les passages consacrés à l'Europe par Éric Hobsbawm dont *L'âge des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle 1914-1991* a fait l'objet d'une réédition en 2020. La lecture de l'un de ces livres au moins permettait de connaître une série d'exemples qui pouvaient être mobilisés avec profit. Citons également un ouvrage plus resserré en termes de chronologie mais sur une période riche concernant le sujet donné : Philippe Chassaing, *Les années 1970 : fin d'un monde et origine de notre modernité* (Armand Colin, 2008 et 2012). À l'échelle nationale, les thèmes présents dans Céline Pessis, Christophe Bonneuil, Sezin Topçu (dir.), *Une autre histoire des « Trente glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre* (La Découverte, 2013 puis 2016) permettent d'envisager des problématiques variées. Le jury ajoute aussi que la connaissance de données de cadrage sur la France est attendue des candidats (ce qui ne s'est pas vérifié dans toutes les copies, loin de là) et peut s'appuyer par exemple sur une synthèse aussi concise mais dense que celle d'Antoine Prost (*Petite histoire de la France : de la Belle Époque à nos jours*, édition la plus récente chez Dunod en 2020).

En matière méthodologique, le jury rappelle combien l'introduction doit faire l'objet d'une grande attention. En effet, il est fondamental que, dès ce moment, il soit bien clair que la copie doit traiter des contestations en lien avec la croissance, l'articulation entre les deux termes étant fondamentale ici. Comme de coutume, les termes du sujet devaient être analysés en introduction.

La **croissance** est le phénomène économique dominant de la période qui s'écoule de la fin de la Seconde Guerre mondiale au milieu des années 1970 en Europe occidentale (la notion, si discutée, de « Trente glorieuses » peut bien sûr être évoquée, avec les débats suscités par ses bornes et ses limites). Il appartient aux candidats de donner en introduction quelques éléments afin de mesurer celle-ci. Néanmoins cette croissance se heurte à des contestations variées. Elles peuvent être mues par l'ampleur, les limites et la nature même de la croissance. C'est à partir

de ce lien que doit s'organiser le développement. Celui-ci, au regard du libellé, peut faire l'objet de plans variés (voir plus loin).

Les **contestations** : le pluriel retenu pour le libellé invite naturellement les candidat(e)s à envisager tout à la fois des contestations de nature différente (culturelles, politiques, sociales, philosophiques même) et de formes diverses (dans les urnes, par la grève, la manifestation mais aussi le terrorisme). Il conviendra de ne pas oublier les acteurs de ces contestations (individus, groupes sociaux, partis politiques, syndicats...).

Le choix du terme **sociétés** (et non des États ou des pays par exemple) suppose une attention accordée aux acteurs, individuels et collectifs, et à la façon dont les contestations qu'ils portent s'inscrivent dans le corps social. Il marque aussi la volonté de ne pas se limiter au politique.

L'**Europe occidentale** s'entend durant cette période comme excluant l'ensemble des pays socialistes (qui relèvent tous, au moins temporairement, du bloc de l'Est même si la Yougoslavie et l'Albanie s'en détachent tour à tour mais sans adopter le système libéral). En dehors de ce point essentiel, son acception peut être restreinte (les démocraties libérales) ou plus large (en incluant donc les dictatures conservatrices d'Europe du Sud dans lesquelles des contestations en lien avec la croissance se font jour dans les années 1960, celles du miracle économique espagnol). La CEE (Communauté Économique Européenne) n'étant créée qu'en 1957 et réunissant seulement six pays jusqu'aux années 1970 constitue une aire importante mais s'en tenir à celle-ci prive les candidat(e)s d'exemples concernant la Scandinavie ou le Royaume-Uni. Le sujet porte sur l'Europe occidentale et non sur la France seulement : il est bien sûr légitime que les candidat(e)s s'appuient sur ce pays mais une part significative des exemples doivent être puisés dans les autres États.

La période : **1945** s'explique rapidement même si la fin réelle de la guerre intervient de manière décalée selon les pays et si plusieurs États sont restés neutres durant le conflit. « **La fin des années 1970** » a été choisie car cela permet de prendre en compte les chronologies différenciées dans la crise économique (la déconfiture de nombreuses industries se marque à la toute fin de la décennie) mais aussi d'aller au bout de certaines logiques (la décroissance est ainsi théorisée en 1979) et d'intégrer certains mouvements (Action directe par exemple dont les actions commencent en 1979).

L'organisation de la copie peut supporter sans difficulté plusieurs plans, le libellé n'appelant pas une figure imposée :

-le plan chronologique, si fréquent d'ordinaire, ne s'impose pas d'évidence même s'il est envisageable, avec une partie par décennie pour l'écrire vite, de 1945 au milieu ou à la fin des années 1950 où la croissance reprend de manière décalée voire différée selon les pays et où le modèle de croissance fait l'objet d'une contestation politique dans le cadre de la Guerre froide, puis les « Golden sixties » et enfin les années 1970 qui voient se développer des remises en cause des fondements mêmes de la croissance, période dont la cohérence est bien illustrée par Philippe Chassaing dans *Les années 1970 : fin d'un monde et origine de notre modernité* (Armand Colin, 2008 et 2012), ouvrage qui envisage d'ailleurs l'ensemble des thématiques espérées dans cette dissertation (culturelle, économique, politique, sociale).

-le plan thématique peut se décliner de plusieurs façons, soit en traitant successivement les contestations politiques, sociales ou culturelles par exemple ou encore en choisissant de porter l'accent sur les formes prises par ces contestations

-le plan proposé ci-dessous, sans prétention à être un modèle à suivre absolument (ce qui serait contraire à l'esprit qui a présidé au choix de ce sujet) est organisé suivant un gradient de radicalité, avec tout d'abord les contestations formulées en vue d'obtenir un partage différent des fruits de la croissance (qui n'est donc pas remise en question) puis celles émanant de catégories victimes de l'évolution concomitante avec cette croissance et enfin les remises en cause de la nature même de la croissance et des sociétés qui l'incarnent.

Les éléments développés ci-après s'attachent à présenter surtout des exemples puisés dans les pays étrangers, ceux ayant trait à la France étant indiqués de manière plus sommaire car plus connus.

1-Se battre pour une répartition différente des fruits de la croissance

La croissance soutenue durant l'essentiel de la période considérée (même si elle démarre de façon simultanée) et qu'il convient de quantifier un peu en livrant quelques éléments chiffrés se traduit par une élévation du niveau de vie mais celle-ci ne suit pas forcément pas la hausse des prix (même si une indexation est mise en place dans plusieurs pays, comme l'Italie et les Pays-Bas qui le font de manière concomitante en 1969) d'où une série de conflits visant à une meilleure redistribution en faveur des travailleurs. Cette dernière peut prendre des formes diverses et, outre les salaires, en relèvent diverses allocations assurées par l'État grâce à sa

politique fiscale qui suscite elle-même des contestations d'essence libérale qui se développent en fin de période.

-dans de nombreux pays (Scandinavie et espace germanique essentiellement), ces revendications s'expriment dans un cadre très corseté, ritualisé et débouchent rarement sur de grands mouvements sociaux mais cela ne signifie pas absence de contestations, ce que les candidats pouvaient noter.

-la grève constitue naturellement une contestation classique et visible, présente à de multiples reprises au cours de la période considérée, qu'il s'agisse de réclamer des salaires plus élevés, de défendre le système de retraites de la fonction publique (France, été 1953), de faire respecter les limitations de temps de travail (les plâtriers de Zurich font plus de trois mois de grève en 1963 pour cela)...

Les grèves pour réclamer de meilleurs salaires ont lieu dans plusieurs pays principalement à deux moments :

-à la fin des années 1940, d'abord malgré les partis communistes lorsqu'ils siègent dans plusieurs gouvernements d'Europe occidentale, puis avec eux, dans un contexte de guerre froide débutante et un climat parfois insurrectionnel comme en France à l'automne 1947. Même dans un État comme les Pays-Bas où le parti communiste est faible, les revendications du syndicat EVC sont largement liées à l'implication de cette mouvance car la structure est alors dominée par des militants communistes. L'année 1946 correspond d'ailleurs à l'un des pics de grève aux Pays-Bas (367 grèves alors que la moyenne annuelle du second XX^e siècle dans ce pays ne dépasse pas la centaine).

-à la fin des années 1960 (1968 en France évidemment), y compris dans l'Espagne franquiste où la contestation ouvrière reprend à partir de 1956 (avec l'Action catholique ouvrière d'abord puis les Commissions ouvrières dans lesquelles militent des communistes de façon plus ou moins clandestine) mais se manifeste surtout avec une grève dans les Asturies en 1962 (théâtre de ce qui avait été l'un des grands conflits sociaux des années 1930, violemment réprimé par le général Franco en 1934) : en avril 1962, les mineurs cessent le travail pour réclamer l'application effective d'augmentations de salaires qui leur avaient été annoncées ; en mai, le mouvement, qui a fini par mobiliser 70 000 mineurs dans le pays, obtient satisfaction malgré des mesures initiales de répression. Une autre grande grève, d'abord des mineurs mais aussi des métallurgistes, a lieu l'année suivante, sur une base initiale de revendications salariales même si elle agrège d'autres demandes. En 1967 des métallurgistes font grève durant

163 jours. En 1970 1 500 grèves sont dénombrées en Espagne est celle-ci est pour l'année 1974 le deuxième pays européen en nombre d'heures de grève (derrière l'Italie).

Les années 1960 se caractérisent aussi par l'apparition du phénomène des « grèves sauvages » (plutôt désignées à l'échelle européenne par l'expression anglaise *wild-cat strikes*), que l'on rencontre au Royaume-Uni mais aussi en Scandinavie (avec notamment la grève des mineurs de charbon de Laponie suédoise en 1969) et en Suisse. Aux Pays-Bas, l'année 1970 est marquée par une longue grève des dockers et métallurgistes qui s'étend ensuite à d'autres secteurs autour d'une revendication d'augmentation de salaire de 400 florins et donne lieu également en fin d'année à une grève d'une heure décidée par toutes les centrales syndicales. Un exemple de grève de cette période, celui de l'électrométallurgie norvégienne en 1970, a fait l'objet du roman *Sauda ! Streik !* de Tor Obrestad en 1972, animé par une critique des multinationales dont le poids se fait croissant à ce moment. Plus largement les années 1970 sont marquées en Europe occidentale par un développement ce que l'historien Xavier Vigna qualifie d'insubordination ouvrière (Rennes, Pur, 2007) et celle-ci prend des formes multiples, que ne résume pas la grève. L'existence d'une thématique autogestionnaire caractérise de nombreux mouvements à cette époque, y compris dans des partis ne relevant pas de la gauche la plus radicale : les jeunes libéraux britanniques réclament ainsi le pouvoir ouvrier lors du congrès de Blackpool en 1967.

-des forces politiques contestent les régimes en place pour réclamer un partage différent de la richesse et même un système politique différent mais ne remettant pas en cause la logique de la croissance (exaltant au contraire le productivisme) : c'est le cas naturellement des communistes mais aussi d'une bonne partie de l'extrême gauche (les maoïstes communient eux aussi dans le culte du progrès associé à la croissance). En dehors de la contestation électorale, sur laquelle ne porte pas prioritairement le sujet, peuvent se déployer d'autres formes d'action, plus violentes voire extrêmes sans toutefois aller jusqu'à la guerre civile comme le prédisaient Serge July, Erlyne Morane et Alain Geismar (*Vers la guerre civile*, Paris, Denoël, 1969). Trois pays en offrent l'illustration : l'Italie des Brigades rouges, l'Allemagne de la RAF (*Rote Armee Fraktion*) et la France d'Action directe. Dans ce dernier cas, c'est à la toute fin des années 1970 qu'apparaît le mouvement même si des animateurs ont eu des engagements auparavant : sa première opération est le mitraillage du siège du CNPF (Centre National du Patronat Français) le 1^{er} mai 1979, année au cours de laquelle sont ensuite commis trois attentats. Au début de la décennie, c'est un autre mouvement d'extrême gauche, la Gauche prolétarienne qui enlève un

député UDR et un dirigeant de Renault mais s'illustre aussi en prélevant des produits de luxe chez Fauchon pour les redistribuer dans des foyers de travailleurs. La radicalité révolutionnaire est représentée en Italie par plusieurs groupes (*Lotta continua*, *Lotta operaia*, *Potere operaio* ou encore le *Gruppo di Azione Partigiana*, dont le responsable Giangiacomo Feltrinelli meurt en mars 1972 en posant une bombe sur un pylône à haute tension à Segrate) dont le plus connu est celui des Brigades rouges (*Brigate Rosse*) à partir de 1970. Les brigadistes pratiquent alors contre les patrons mais aussi contre les serviteurs de l'État la « jambisation » (blessures par balles dans les jambes) ainsi que les « expropriations prolétariennes ». Les affrontements sont rendus plus violents encore par l'usage du terrorisme politique dont l'exemple le plus connu est l'enlèvement (suivi de l'exécution) du dirigeant démocrate-chrétien Aldo Moro en 1978. En Allemagne, la RAF (*Rote Armee Fraktion*) est plus connue sous le nom de bande à Baader. En avril 1968, de jeunes gens, dont Andreas Baader, incendient des grands magasins de Francfort. C'est toutefois la diffusion du texte *Bâtir l'armée rouge*, le 5 juin 1970, qui marque son irruption dans le paysage idéologique. La RAF dévalise des banques et prend en otages des cadres de multinationales. Elle réalise aussi une campagne d'attentats à la bombe en mai 1972 d'où une série d'arrestations (son *leader* meurt en prison en 1977).

-de l'autre côté du spectre politique, les pratiques redistributives des États dans ce « moment social-démocrate » Tony Judt (*Après-guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945*, Armand Colin 2007 puis Fayard 2010) suscitent des contestations croissantes à partir de la toute-fin des années 1960 et expliquent en partie (avec le retournement de conjoncture économique et parfois l'usure du pouvoir) les alternances électorales qui ont lieu entre 1973 (Danemark) et 1979 (Royaume-Uni avec l'arrivée de Margaret Thatcher au 10 Downing Street) en passant par la Suède (1976). L'importance de la protection sociale, alimentée par une fiscalité redistributive, et le poids de l'appareil étatique font l'objet de vives contestations : dans son roman *Grisjakten (La chasse au cochon)*, le Suédois Per Christian Jersild met en scène en 1968 une poursuite engagée dans l'île de Gotland, sans qu'aucun acteur de celle-ci ne se demande pourquoi une telle chasse... En 1971, l'Anglais Roland Huntford publie *The new totalitarians*, ouvrage à charge contre les sociétés industrielles social-démocrates. Les critiques antifiscales se font également de plus en plus vives et plusieurs personnalités célèbres participent de ce mouvement, allant jusqu'à s'évader fiscalement. En 1973, des partis antifiscaux apparaissent même en Norvège et au Danemark où le Parti du progrès fondé par l'avocat fiscaliste Mogens Glistrup, qui veut abolir l'impôt sur le revenu et réduire le budget de l'État, recueille 16% des

suffrages exprimés. Sa contestation franchit les limites de la légalité puisque Mogens Glistrup est arrêté pour fraude fiscale.

2-Les laissés-pour-compte de la croissance

Les formes prises par la croissance durant l'après-guerre provoquent une mutation rapide et profonde des sociétés européennes, qui se traduit notamment par une urbanisation massive et un déclin brutal des travailleurs indépendants. À partir des années 1960, elles atteignent aussi certains secteurs emblématiques de la première industrialisation (mines, métallurgie). Les candidats doivent ici décrire et quantifier un peu ces phénomènes, en dégageant ensuite les contestations qui émanent des catégories sacrifiées sur l'autel de la modernité. De manière plus marginale, car cela ne débouche pas sur de vastes contestations, mais plutôt sur une forme de solidarité ayant souvent partie liée avec la charité, il est possible de rappeler la lutte contre la misère et les taudis engagée par des personnalités telle qu'Henri Grouès (l'abbé Pierre).

-les paysans :

Le thème de la réforme agraire nourrit des revendications multiples et sa mise en place provoque souvent des conflits et contestations, comme au Portugal au moment de la révolution des Œillets. La situation est plus calme dans l'Espagne encore franquiste, même si le régime réalise lui aussi une réforme, de nature plus libérale. L'exemple le plus emblématique et précoce est toutefois celui de l'Italie, où, malgré la redistribution de 700 000 hectares à 85 000 familles, le problème des inégalités d'accès au foncier n'est pas réglé. Le cinéma italien se fait l'écho de cette situation, à travers *Riz amer*, voire *Rocco et ses frères*, et l'adaptation française d'une célèbre série romanesque italienne, *Don Camillo*, offre aussi plusieurs exemples de luttes agraires.

En France même, existe encore, au moins en début de période, une agriculture de subsistance, dont le *New York Times* du 13 juin 1973 se fait l'écho en évoquant une exposition du musée des ATP (Arts et Traditions Populaires), autour du village de Minot (Bourgogne) qui fait alors l'objet d'une enquête conduite notamment par Claude Lévi-Strauss et qui apparaît au journal américain comme relevant du « néolithique tardif », avec le dernier licol fabriqué en 1949 et un moulin à eau encore en usage jusqu'en 1952. C'est cette paysannerie pauvre et souvent archaïque qui est secouée par le choc de la modernisation. Les candidat(e)s pouvaient ici évoquer les nombreuses manifestations paysannes dans la France des années 1950 aux

années 1970, avec des formes nouvelles (barrages de routes notamment) à partir de 1953 (éleveurs du Massif central) et usage des tracteurs, signe de modernité lié précisément à la croissance, une forte activité contestataire au début des années 1960 (avec l'emblématique prise de la sous-préfecture de Morlaix le 8 juin 1961) et l'agitation viticole récurrente (1953-1954, 1967, 1973 avec un épisode dramatique : la fusillade de Montredon-des-Corbières fait deux victimes en 1976, un vigneron et un membre des forces de l'ordre). L'intégration européenne est parfois directement source de ces mobilisations, comme c'est le cas aussi dans d'autres pays : en Allemagne par exemple, le *Bauernverband* s'oppose au Marché commun car craint une diminution des prix et subventions dont il bénéficie à l'échelle nationale. Le canton du Valais (Suisse) est le théâtre de plusieurs mobilisations parfois violentes, ce qui détonne dans un pays où le consensus social est généralement perçu comme très puissant et où le paysan incarne volontiers l'identité nationale fantasmée. L'affaire dite des « vignes maudites » désigne la destruction au débroussaillant depuis deux hélicoptères envoyés par le gouvernement cantonal, malgré les tirs de défense des viticulteurs, d'une vingtaine d'hectares de vignes promises à l'arrachage dans la nuit du 1^{er} au 2 juin 1961.

-les artisans et commerçants : les nouveaux modes de consommation marginalisent ces travailleurs indépendants dont la colère et le ressentiment s'expriment à plusieurs reprises, en France notamment, avec le poujadisme (mouvement antifiscal puis agitation sociale et enfin entrée sur la scène électorale avec l'élection d'une cinquantaine de députés en 1956) puis le CID-UNATI (autour de Gérard Nicoud) dans les années 1970. Ces exemples portant sur la France étaient supposés connus des candidat(e)s.

-les premières victimes ouvrières de la désindustrialisation avec l'extinction de certaines branches industrielles à l'échelle européenne (les dernières tanneries luxembourgeoises ferment à la fin des années 1950, la dernière mine de fer de ce pays en 1981). La contestation face à cette situation s'exprime par des grèves massives, souvent soutenues par la population, notamment dans les bassins vivant d'une mono-industrie : longue grève des mineurs de Decazeville en 1962, grève quasi générale des mineurs de charbon français en 1963, grève des mineurs du Limbourg en Belgique, divers mouvements en Allemagne (où la production charbonnière passe de 112 à 95 millions de tonnes en sept ans seulement, entre 1967 et 1974), émeute de Longwy le 17 mai 1979. En France, l'affaire Lip illustre aussi cette logique : l'industrie horlogère est concurrencée par les montres à bas coût produites dans les pays asiatiques dans une logique de mondialisation des échanges et l'entreprise dépose le bilan en

1973. L'usine est alors occupée par ses salariés qui séquestrent (brièvement) l'un des responsables et s'essaient ensuite à une expérience d'autogestion. Après de multiples tensions, l'usine est évacuée par les CRS mi-août. Une grande marche nationale (dite des 100 000) est organisée pour aboutir à une manifestation à Besançon, le 29 septembre. Par ses pratiques, Lip participe aussi d'une dimension autogestionnaire qui est l'une des marques de l'air du temps, dans ces années où *Le fond de l'air est rouge* (Chris Marker, 1977), et dépasse le combat de classes pour contester de manière plus radicale les fondements mêmes de la croissance.

3-Contester les sociétés et leur modèle de croissance

Les sociétés d'Europe occidentale se (re)structurent dans l'après-guerre autour d'un modèle associant démocratie libérale (avec retard pour certains pays d'Europe du Sud), croissance économique et protection sociale. Ce « moment social-démocrate », pour reprendre l'expression déjà citée de Tony Judt, se heurte à des contradictions et contestations émanant de segments variés du champ politique et du corps social. Il était possible aux candidat(e)s de mobiliser dans cette partie les exemples énoncés ci-après mais aussi des œuvres littéraires et cinématographiques ainsi que des artistes musicaux (grâce des personnalités aussi diverses que Dario Fo, Mick Jagger ou encore John Osborne avec *Look back in Anger* en 1956).

-des mouvements d'extrême gauche ou du moins certains de leurs militants s'engagent dans des expériences de vie qui contestent radicalement les modèles sociaux en vigueur. Des militants maoïstes partent ainsi en usine comme « établis » à la rencontre du monde ouvrier qu'ils souhaitent mobiliser, à rebours des logiques d'ascension sociale permise par la scolarisation dont ils ont pu bénéficier. D'autres aventures sont plus collectives par leur fonctionnement. Il en va ainsi du Larzac, dans les causses calcaires désertés du sud du Massif central français où des opposants à l'extension d'un camp militaire font revivre une agriculture qui se veut alternative à celle que développent les organisations dominantes productivistes, et du phénomène des « communes ». La *Kommune* de Berlin est fondée en 1966 autour de Dieter Kunzelmann. Ses membres veulent « abolir la sphère privée » et instituent donc une mise en commun matérielle mais aussi sexuelle. L'expérience est prolongée, à Berlin également, par une *Kommune 2* en 1967-1968. Ces expériences ne sont pas exemptes de contradictions : parmi les « communes libres » du Danemark, celle de Christiania, qui est la plus connue, conteste ainsi l'État à travers un discours radical et un refus de se plier au mode de vie consumériste induit et permis par la croissance mais ses membres subsistent en grande partie grâce aux

allocations chômage et familiales versées par... l'État. Plus original et extraverti, le mouvement Provo, né en 1965 à Amsterdam, multiplie les provocations de nature très diverse (manifestations vers la statue du Lieverdje, perturbation des noces de la princesse héritière Beatrix et Claus von Amsberg en 1966), tout en exhibant fièrement le blanc comme emblème de la non-violence et de la pureté réunies. Intellectuellement, Roel van Duyn, l'un de ses animateurs, substitue à l'opposition bourgeoisie/prolétariat une autre ligne de clivage, qui passe selon lui entre consommateur et provotariat, le premier étant asservi et le second averti. Provo obtient quelques succès (un élu au conseil municipal d'Amsterdam en 1966) mais certaines de ses tentatives échouent, telle l'expérience des vélos peints en blanc et laissés en libre accès pour les habitants, mais qui disparaissent faute d'antivols... Malgré son existence éphémère (il se dissout en 1967), le mouvement Provo rencontre un large écho, dont cherchent à profiter plusieurs émules, notamment en Allemagne (revue *Peng* à Francfort), en Belgique et en Italie (avec par exemple le *Gruppo Provo Roma*). Il a aussi suscité l'intérêt des situationnistes, autre groupe intellectuel, plus pérenne, fondé en 1957 (à partir de structures en partie similaires) et dont Guy Debord est la figure centrale à travers notamment *La société du spectacle*).

-la critique de l'idéologie du progrès technique (et notamment nucléaire) se développe à partir des années 1960, d'abord dans diverses revues de gauche, puis à travers les mobilisations citoyennes organisées par une galaxie associative s'organisant pour la défense de l'environnement, mais aussi dans la réflexion proposée par divers chercheurs, de manière individuelle (Jacques Ellul par exemple) ou collective (le club de Rome). La lutte contre les centrales nucléaires, mais aussi les raffineries pétrolières, incarne largement ce combat. C'est le cas pour Fessenheim (1971-1972) ou Creys-Malville en France (un mort dans un affrontement lié au second cas en 1977) mais aussi en Allemagne où se déploie une lutte, victorieuse en 1975, contre un projet de centrale nucléaire à Wyhl (Bade-Wurtemberg) ou encore de grandes manifestations à Brockdorf (Schleswig-Holstein) en 1976. Dans cette partie du développement peuvent être cités les travaux d'André Gorz (*Écologie et politique*) ou Herbert Gruhl (*Le pillage de la planète*) et naturellement de l'économiste américain d'origine roumaine, Nicholas Georgescu-Roegen qui formalise en 1979 la théorie de la décroissance, qui trouve des relais en Europe occidentale. Aux Pays-Bas, cette mouvance débouche sur des logements alternatifs, des magasins coopératifs, des radios libres. En France ou en Allemagne, c'est la lutte électorale qui est investie avec la candidature de René Dumont au scrutin présidentiel de 1974 et la présence d'écologistes allemands aux élections régionales de 1978.

Parmi les acteurs de ce mouvement, figurent de nombreux jeunes, parfois anciens des luttes du « moment 68 ».

-les jeunes : il est possible de distinguer deux types d'acteur dans cette catégorie (qui émerge d'ailleurs en partie comme telle durant cette période) :

-les marginaux : le vocabulaire varie et se transfère aussi selon les pays (loubards/blousons noirs/*nozems* néerlandais/*punk/skinheads*), la réalité est changeante et il existe une gradation entre ces différents mouvements mais leur présence est attendue dans la réflexion d'autant que leur visibilité apparaît relativement précocement.

-les étudiants : la massification de l'enseignement supérieur (les étudiants représentent en Europe de l'Ouest moins de 5% d'une classe d'âge en 1950, 8 à 15% en 1965 mais leur proportion a augmenté de manière encore plus nette dans les principaux pays que sur les marges méridionales du continent) découle directement de la croissance et de l'allongement de la durée des études que nécessitent les mutations économiques. Elle alimente des contestations intellectuelles (le nom de Marcuse est attendu, avec tous ses prolongements, avec la fameuse formule : « Marx est le prophète, Marcuse son interprète et Mao son glaive ») et sociales, avec les nombreux mouvements qui débutent en 1967 en Norvège (où les étudiants protestent contre la menace de suppression de la gratuité) et en Italie (à Trente puis à l'Université catholique de Milan puis à Turin, s'étendant ensuite aux lycées ; le mouvement devient encore plus visible avec l'occupation de l'Université de Rome en février 1968 et la « bataille de Valle Giulia ») et se prolongent au-delà de 1968 en Allemagne, Italie, France... Les étudiants essaient parfois de tisser le lien avec d'autres contestations : le mouvement social de l'usine Ford à Genk (Belgique) est ainsi soutenu par les organisations étudiantes en 1968.

-les questions de genre : la croissance, avec l'augmentation du travail salarié des femmes, engendre des mutations juridiques et sociales (fournir quelques exemples) mais leur timidité conduit à une phase de revendication importante que conduisent les féministes. L'aspect encore patriarcal des sociétés se manifeste aussi par une persistance de discriminations liées à l'orientation sexuelle. C'est sous ces angles seulement que peuvent être étudiés les mouvements féministes et ceux qui émanent des minorités sexuelles :

-les femmes et le féminisme : multiples exemples dont évidemment la lutte pour la contraception et le droit à l'avortement, avec l'engagement d'intellectuelles et la pratique du manifeste, parfois presque simultané comme en 1971 avec celui des 343 « salopes » en France

en avril et celui d'Action 218 en RFA en juin. En Italie, le *Movimento di liberazione delle donne* organise une grande manifestation à Rome le 6 décembre 1975 et obtient cette année-là l'égalité entre conjoints. Parfois ces contestations féministes entrent dans l'arène électorale : c'est le cas du Parti Féministe Unifié en Belgique, créé en 1972 et présent aux élections législatives de 1974.

-le combat des minorités sexuelles : il associe fréquemment revendications juridiques et engagement socio-politique (*Gay Liberation Front* au Royaume-Uni, qui organise en 1970 la première manifestation puis, en 1972, le premier défilé homosexuel dans les rues londoniennes ; revue *Gay Left*, dont le titre traduit bien la double orientation, à partir de 1975 – l'un de ses rédacteurs, Jeffrey Weeks, propose dès le premier numéro « une analyse matérialiste de l'oppression sexuelle » ; c'est dans les rangs du *Gay Liberation Front* que l'Italien Mario Mieli fait ses classes avant d'animer la contestation homosexuelle en Italie). En France, un manifeste des homosexualités est publié dans *Tout !*, organe de Vive la Révolution, le 23 avril 1971 et quelques jours plus tard, des militants homosexuels s'associent au défilé du 1^{er} mai ; c'est en 1971 également que naît le FHAR (Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire), qui se transforme en Groupe de Libération Homosexuelle en 1974, et réunit un vieux militant révolutionnaire tel que Daniel Guérin et un normalien, ancien acteur de mai 68, Guy Hocquenghem. Le nom choisi par le groupe des Gouines rouges en France (1971-1973) exprime lui aussi ce double combat liant orientation sexuelle et engagement politique. Un autre intellectuel homosexuel, Michel Foucault, constitue quant à lui un passeur entre plusieurs revendications des années 1970, liberté sexuelle mais aussi soutien aux détenus (il crée le Groupe d'Information sur les Prisons).

-si elles sont jugées insuffisantes par une critique radicale de gauche, les mutations observables dans les sociétés bénéficiant de la croissance d'après-guerre suscitent de fortes réticences à droite :

-la croissance provoque une forte demande de main-d'œuvre, que l'exode rural ne parvient pas à satisfaire pleinement, ce qui explique le recours accru (et nouveau pour la plupart des pays européens, la France ayant fait exception sur ce point depuis la fin du XIX^e siècle) à l'immigration, d'Europe du Sud mais aussi des espaces extra-européens et notamment des anciens empires coloniaux. Cette réalité nouvelle engendre des contestations dans l'espace public, que manifestent successivement des tensions sociales (émeutes de Notting Hill en 1958, hostilité face aux Antillais dans divers quartiers) et des discours politiques (le plus fameux est

celui dit des « fleuves de sang » du conservateur britannique Enoch Powell en 1968, mais cette thématique était déjà présente dans un plan de rapatriement exposé en mai 1965).

-la *permissive society* mise en place au Royaume-Uni et, à un degré divers, dans le reste de l'Europe occidentale, se heurte également à des formes d'opposition : le parti chrétien populaire naît ainsi au Danemark en 1970 pour lutter contre l'IVG et les films pornographiques ; le combat de Jean Royer contre la pornographie marque la campagne présidentielle de 1974 (ce candidat conservateur étant connu par ailleurs pour sa lutte contre une autre forme de modernité, les grandes surfaces, contre lesquelles il essaie de défendre les petits commerçants).